

Rapport d'activités 2016-2017 et Plan d'action 2017-2018

Table des matières

Mot du comité de coordination	2
Activités et dossiers importants des membres 2016-2017	3
Rapport cumulatif des activités 2016-2017	9
Comité de coordination	9
Comité 1 ^{er} mai	12
Comité « Action »	14
Plan d'action 2017-2018	16
Informer et sensibiliser	17
Mise en action	17
Représentations régionales/locales	17
Vie associative	17
Comité 1 ^{er} mai – Fête des travailleurs et des travailleuses	18
Comité ad hoc	18
Adhésion à des groupes/regroupements	18
Assurer une veille	18
Lexique	19

Mot du comité de coordination

Il fait plaisir au Comité de coordination de vous inviter à notre assemblée générale annuelle (AGA) qui démontre toute l'importance de la démocratie dans notre société. Cette activité nous permet de revisiter la dernière année et nous rassembler pour réfléchir collectivement sur les objectifs de la prochaine année de notre coalition intersectorielle régionale.

Cette année, le gouvernement a poursuivi son plan néolibéral et austère sans entendre la voix de son peuple. Malgré les différentes campagnes et les différents mouvements, ce dernier ne semble pas bronché. Nous pouvons affirmer que le combat continue et est loin d'être terminé

De plus, 2016-2017 fut une année de réflexion et d'essai pour Solidarité populaire Estrie. Par contre, nous avons tout de même poursuivi notre mission d'atteinte d'une meilleure justice sociale. Mis à part le comité 1^{er} mai, tous les comités ont été mis sur la glace pour laisser place à un comité large qui avait pour but d'organiser deux actions.

Le travail du comité Action a débuté par l'éducation populaire et la dénonciation de l'évitement fiscale, pour se poursuivre sur la thématique du salaire minimum à 15\$ de l'heure. Ce ne sont que des moyens parmi tant d'autres afin de créer une société plus égalitaire.

Cette année fut un travail ardu sur le plan interne et notre coalition se dirige vers un renouveau, une humanisation et un discours populaire, afin de bien verbaliser la situation critique dans laquelle nos générations se trouveront sous peu. Le désir et ce rêve d'un monde meilleur ne sont que plus grands et c'est pour cette raison que nous sommes toutes et tous ici présentEs.

Notre coalition n'était qu'une chenille qui a passé la dernière année dans un cocon et qui s'envole vers de plus grands horizons dans les prochaines années. Peut-être que cela ne représente pas notre indignation, mais plutôt notre espoir. Votre épuisement, votre surcharge, vos besoins ont été entendus, mais ensemble nous atteindrons vos attentes en construisant une coalition solidaire, afin de démontrer que l'Estrie n'est pas prête à lâcher son bout du bâton pour sa population!

Alain Roy, Association des locataires

Mathieu Couture, Centrale des syndicats du Québec — Estrie

Ricky Lewis, Conseil régional de la FTQ

Steve McKay, Syndicat du personnel enseignant du Cégep de Sherbrooke

Alexandre Lavallée, Table ronde des organismes d'éducation populaire de l'Estrie

Activités et dossiers importants des membres 2016-2017

Action Handicap Estrie

Cette année, Action Handicap Estrie a principalement travaillé à analyser et évaluer la structure de l'organisme. Nous avons accompagné les organismes dans leurs enjeux locaux et à définir les enjeux régionaux. De plus, nous avons recueilli des rapports d'activités et élaboré un document synthèse des membres d'AHE. L'un de nos volets est le soutien à domicile/soutien à la famille dans lequel nous avons dénoncé les bris et coupures de services, ainsi que réclamé des services en réponse aux besoins. Sur le plan du travail, AHE a démontré la pertinence et l'efficacité de la mesure CIT et réclamé sa bonification. Nous avons aussi réclamé des engagements importants pour la phase 2 de la Stratégie, ainsi que des améliorations au programme d'aide financière aux personnes handicapées. En ce qui a trait aux activités de jour et aux activités contributives, AHE a réclamé des services en réponse aux besoins, assuré que les personnes aient un plan de transition et participé aux travaux d'élaboration des balises nationales pour les ententes de services. Pour finir, une vigie est assurée sur tout ce qui touche la promotion des intérêts et la défense des droits collectifs des personnes handicapées et de leur famille.

Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS)

Nous sommes un syndicat qui représente maintenant 52 000 membres de la santé et des services sociaux et exclusivement dans la catégorie 4 (professionnels et techniciens) à la grandeur de la province de Québec. Le tout, avec une proportion de 86 % de femmes. Évidemment, les dossiers de l'équité salariale, de la conciliation travail/famille/études et de l'action féministe demeurent des priorités pour nous. La négociation des conventions collectives et la défense de nos membres sont à la base de notre existence. Nous travaillons également de pair avec diverses coalitions pour un régime d'assurances médicament universel, contre les paradis fiscaux, pour un salaire minimum augmenté, contre la privatisation du régime public de santé et services sociaux ainsi une meilleure accessibilité à ces derniers. Cela est possible en informant la population sur les réels enjeux des réformes et réorganisations tels qu'Optilab, ou les GMF que met en place le Gouvernement libéral des Drs Couillard et Barrette.

Amnistie internationale Estrie

Cette année encore, nous avons été très actifs dans le dossier de **Raif Badawi**, avec les vigiles hebdomadaires devant l'hôtel de ville, la rencontre avec le premier ministre Justin Trudeau ou le doctorat honorifique que l'Université de Sherbrooke lui remettra le 8 juin prochain. Nous avons continué notre campagne sur les **Réfugiés**, en organisant conférences et activités publiques. Nous avons accueilli des défenseur-e-s du droit à la terre du Guatemala. Pour la 2e année, Amnistie internationale Estrie se joindra au demi-marathon de Sherbrooke pour faire une course levée de fonds le 2 juillet prochain. Nous avons été présents dans les médias de la région. Enfin, nous avons organisé un 5@7 pour réunir donateurs, militants et sympathisants dans un esprit d'échanges et de rencontres.

Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie (ACEF Estrie)

Les principaux dossiers sur lesquels l'ACEF a travaillé en 2016-2017 sont bien sûr les enjeux spécifiques aux droits des consommateurs: au niveau national, les travaux autour du projet de loi 134 déposé en mai (modernisation de la LPC, phase sur le crédit); localement, des dossiers individuels de consommateurs amènent du travail collectif, par exemple la vente itinérante, les droits des aînés en résidences. Nous avons aussi fait beaucoup d'information-éducation (REÉÉ et bon d'études, pièges de la consommation, garantie légale, etc.) Les dossiers sociaux plus larges, sur lesquels nous nous impliquons à l'Union des consommateurs (UC) et par nos implications en région sont les tarifs d'électricité, la pauvreté (implication à la TACAE, loi 70, etc.), la fiscalité (10 milliards de solution, assurance médicaments publique universelle, paradis fiscaux), les télécommunications (2016-2017: la révision du code du sans fil et les nouvelles règles pour les télédistributeurs). Sur le plan des politiques sociales, nous avons pris position (comme ACEF et à UC) pour un salaire minimum à 15\$, et avons un intérêt pour la réflexion sur le revenu minimum garanti, sans avoir pris une position définitive.

Carrefour de solidarité internationale (CSI)

Au Carrefour de solidarité internationale, nous travaillons présentement à un projet majeur de 4 ans en santé des mères, des nouveau-nés et des enfants au Pérou et au Mali. Ce projet permettra de lutter contre la malnutrition en plus d'équiper et de former des professionnelles de la santé afin d'augmenter l'accès à des soins périnataux dans les régions concernées. Parallèlement, nous poursuivons nos actions en agroforesterie en Haïti afin de réduire la vulnérabilité des coopératives paysannes aux conséquences des changements climatiques. Au Québec, nous poursuivons nos activités d'éducation à la citoyenneté mondiale avec les conseils municipaux jeunesse de Sherbrooke et de Magog, la simulation annuelle de l'AG des Nations Unies et une foule d'activités de sensibilisation du public estrien aux inégalités mondiales.

Centre des femmes du Val-Saint-François

Lors de la dernière année, le Centre des femmes du Val-Saint-François a organisé 43 conférences et ateliers qui ont été offerts à 558 participantes dans MRC du VSF et des Sources. De plus, 460 rencontres d'aide individuelle ont été offertes à 118 femmes dans ces MRC. Il y a eu 3 000 napperons distribués dans 13 restaurants, afin de sensibiliser la population à la violence faite aux femmes. En ce qui a trait à la page Facebook, les thèmes priorisés ont été : féminisme, égalité-inégalités, mise en valeur de la contribution des femmes dans une diversité de secteurs, sujets d'actualité (violence, harcèlement, problématiques des jeunes filles-femmes, situation des femmes à l'international, question des genres)

Collectif pour le libre-choix

Pour l'année 2016-2017, l'organisme a mobilisé, entre autres, pour une politique de gratuité du stérilet en clinique d'avortement et pour la gratuité le Mifegymiso (pilule abortive). L'organisme a également poursuivi la lutte et la sensibilisation pour le maintien de la dépénalisation de l'avortement : la criminalisation ne diminue pas les avortements, mais contribue à mettre en danger la vie des femmes. Nous avons visité 3 écoles secondaires, 1 école pour raccrocheurs et 2 maisons des jeunes pour un total de 20 animations en démystification de l'avortement et en matière de prévention des grossesses et des ITSS. Une moyenne de 600 condoms qui ont été remis, en matière de prévention. En partenariat avec IRIS Estrie et SOS Grossesse Estrie, nous avons distribué 9840 condoms à autant de personnes dans 60 établissements.

Comité des travailleurs et travailleuses accidentéEs de l'Estrie (CTTAE)

Le comité des travailleurs et des travailleuses accidentés de l'Estrie travaille depuis trois ans sur le dossier RRQ qui touche de façon très injuste les personnes accidentées. Nous nous sommes affiliés avec la Vigile en santé est sécurité du travail (VSST) pour se donner une force plus grande. Nous tentons également de dénoncer le dossier des médecins experts qui, à nos yeux, est un scandale éhonté. Ces deux dossiers sont maintenant dans les mains des journalistes de l'émission « Enquêtes » à Radio-Canada. On a eu quelques échanges avec eux et nous sommes en attente d'une réponse. De plus, nous sommes également engagés dans la campagne unitaire régionale pour dénoncer le sous-financement des organismes en défense collective des droits.

ConcertAction femme Estrie (CAFE)

Durant l'année 2016-2017, ConcertAction femmes Estrie a travaillé à la remise sur pied d'une table régionale en prévention des violences faites aux femmes (agressions sexuelles et violence conjugale). Elle a rédigé un avis pour le prochain plan en santé et bien-être des femmes du MSSS, dans lequel elle transmet 75 recommandations de ses membres. De plus, avec les organismes de femmes et la table itinérance de Sherbrooke, elle met en oeuvre un plan d'action régional pour rendre les ressources accessibles aux femmes en situation d'itinérance. Le comité Marche mondiale des femmes a développé une solidarité avec les femmes du Pérou. Il a organisé un événement de sensibilisation sur la marchandisation de l'eau au Québec et sur les minières canadiennes au Pérou dans la continuité des événements de 2015 : "Libérez nos corps, notre terre et nos territoires ". La directrice a été déléguée à la 10e rencontre internationale de la Marche mondiale des femmes au Mozambique.

Conseil Central des syndicats nationaux de l'Estrie (CCSNE)

Dans la dernière année, les actions de l'équipe du Conseil central des syndicats nationaux de l'Estrie (CCSNE) ont porté sur plusieurs fronts. D'abord, le CCSNE s'est déployé pour soutenir les membres de ses syndicats affiliés dans leurs nombreuses luttes et mobilisations visant la défense et l'amélioration de leurs conditions de travail. Aussi, il a œuvré à dénoncer les orientations néolibérales du gouvernement en place, dans ce qu'elles attaquent la qualité des services publics et affectent les filets sociaux dont le Québec s'est doté. Puis, le CCSNE a continué d'assurer des partenariats avec les différents groupes régionaux de défense des droits dans ses différents champs d'action — mouvement des femmes, diversité sexuelle et de genre, développement socioéconomique, notamment. Le CCSNE travaille au quotidien à faire valoir l'importance de la solidarité régionale, tant dans ses propres rangs qu'avec la population en général, dans le but de construire un monde plus juste, plus équitable, plus respectueux.

Conseil régional de la Fédération des Travailleurs et travailleuses du Québec de l'Estrie (CR-FTQ)

Pour l'année 2016-2017, le Conseil régional FTQ a travaillé sur plusieurs éléments. L'un des dossiers qui a occupé la majeure partie de l'année fut le maraudage en santé et la réorganisation qui s'en est suivie. Toutefois, cela ne nous a pas empêché de poursuivre notre travail de défenseur des conditions de nos membres. En parallèle, nous avons travaillé sur différents dossiers comme celui de la grève de la FTQ Construction, celui de la campagne du bois d'œuvre, le dossier du salaire minimum à 15 \$ et la retraite à l'abri des soucis. Nous avons également offert plusieurs formations à nos membres pour qu'ils se représentent adéquatement tout en dénonçant les inégalités et les recours possibles au sein de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST). Encore cette année, nous avons poursuivi notre travail dans l'un de nos dossiers courants, celui de l'équité salariale. Cela fait plus d'une vingtaine d'années que nous travaillons sur le sujet. Plusieurs entreprises l'atteignent, mais une étude serait à refaire auprès de ces dernières. Idéalement, il faudrait faire cette révision tous les 5 ans, mais, malheureusement, le taux de participation est quasi inexistant.

Corporation de développement communautaire du Granit (CDC du Granit)

À la CDC du Granit, nous avons travaillé à mettre en place, avec les membres, des actions locales et à participer aux actions régionales dans le cadre de la campagne de mobilisation unitaire estrienne. Nous avons aussi participé à l'optimisation des concertations locales et à la réflexion sur une démarche de concertation globale intégrée au niveau régional. Nous représentons le milieu communautaire sur divers comités et Tables multisectoriels et sensibilisons les politiques à la future instance qui sera en charge de la gestion du PAGSIS (3e édition) afin d'en conserver la maîtrise au niveau local et dans une optique multisectorielle. Nous renforçons la vie associative des membres (comités de travail, formations et dîners thématiques) et contribuons, avec les membres du comité de pilotage, à la réalisation du projet Le CONCERTO*. Le Concerto: Débuté en 2013, suite à la tragédie de juillet 2013, ce projet d'immeuble de trois étages à vocation mixte, initié par la CDC du Granit et le CIUSSS Estrie CHUS installation du Granit, réunit plusieurs organismes communautaires. Il répond à plusieurs besoins exprimés par la population en lien avec les familles, notamment les plus vulnérables. Il abritera 13 logements à loyers abordables, un CPE à horaires réguliers et atypiques, une halte-garderie et un parc de jeux intérieurs (volet d'économie sociale d'un OBNL). Il sera construit dans le centre-ville en reconstruction de Lac-Mégantic.

Développement et paix

Cette année, Développement et Paix souligne le 50e anniversaire de l'organisme. Plusieurs activités sont au programme toute l'année. En Estrie, les célébrations seront clôturées par une marche de solidarité qui se tiendra le dimanche 22 octobre. Notre campagne de sensibilisation de l'automne a pour thème : Les femmes au coeur de la paix et de la réconciliation. Il y aura une rencontre de formation sur ce sujet le 23 septembre. Plusieurs activités auront lieu, dont la tenue de plusieurs kiosques où la population sera invitée à signer une carte d'action demandant au gouvernement fédéral de soutenir les femmes et les organisations de femmes qui travaillent pour la paix. Nous demandons aussi une augmentation de l'aide publique au développement qui devrait représenter 0.7% du revenu national brut.

Illusion empoi

Illusion-Emploi est un organisme de promotion et de défense collective des droits des travailleuses et travailleurs non-syndiqué-e-s concernant leurs conditions de travail et de vie. Nous intervenons pour revendiquer une protection adéquate et des conditions de travail décente, juste et équitable pour toutes et tous. Lors de notre AGA de 2016-2017, nous ont adoptés les axes suivants : le salaire minimum, le harcèlement psychologique, les luttes sociales, la campagne unitaire. Depuis le printemps 2016, nous avons adopté la revendication pour un salaire minimum à 15 \$ et nous sommes membres de la Coalition régionale pour la campagne 5-10-15 \$. Concernant le harcèlement psychologique, nous sommes membres du comité HP du Front de défense des non-syndiqués qui revendique des améliorations au niveau de la procédure, des délais, des effectifs, des services, les obligations des employeurs, etc. Nous sommes membres de la Coalition régionale contre le projet de loi 70 qui s'oppose aux nouvelles mesures concernant des pénalités et de l'obligation de participer à un parcours (retour des mesures d'employabilité). Nous sommes aussi membres de comité ponctuel sur la reconnaissance et le financement des groupes communautaires dans le cadre de campagne unitaire « Engagez-vous pour le communautaire » et du caucus régional des groupes en défense collective des droits. Pour la prochaine année, nos axes prioritaires ne sont pas encore déterminés, mais nous allons être présents et vigilants concernant la révision de la Loi sur les normes du travail dont les travaux de consultation devraient débuter à l'automne.

Regroupement des étudiantes et étudiants de maîtrise, de diplôme et de doctorat de l'Université de Sherbrooke (REMDUS)

Le Regroupement des étudiantes et étudiants de maîtrise, de diplôme et de doctorat de l'Université de Sherbrooke (REMDUS) est un organisme qui œuvre dans la représentation et la défense de ses membres. Durant l'année académique 2016-2017, le regroupement a travaillé sur plusieurs dossiers différents. Quelques conférences et formations ont été proposées aux étudiant-e-s dont celle sur la mobilisation étudiante 5 ans après 2012, une formation sur la vulgarisation scientifique ainsi qu'une conférence sur la vulnérabilité des étudiant-e-s internationaux. De plus, étant membre de l'Union étudiante du Québec, le REMDUS a également participé à certaines campagnes nationales dont «Sans oui, c'est non!» et celle qui a mené à une amélioration de l'aide financière aux études de 80 millions. L'organisation s'implique également dans les différentes instances de l'Université dont la course au rectorat et les différents comités universitaires.

Regroupement des organismes communautaires de l'Estrie

Au cours de l'année 2016-2017, le ROC de l'Estrie a travaillé sur différents dossiers. La campagne Engagez-vous pour le communautaire, ainsi que sa mobilisation fût l'une des luttes principales. Un second dossier était les conditions de travail. À l'intérieur de ce dernier, on parle d'une formation donnée, sous forme de tournée dans les 9 MRC de l'Estrie, sur la politique salariale des organismes communautaires, une enquête sur les conditions de travail au sein des organismes en santé et services sociaux et famille, ainsi que la valorisation du travail communautaire, la promotion du régime d'assurance collective communautaire et plusieurs autres éléments. Durant l'année, le ROC a aussi investi de son temps dans le Cadre de relation et de financement avec le CIUSSS de l'Estrie CHUS qui doit être revu suite à la nouvelle configuration territoriale découlant de la réforme Barrette. Tout cela est sans compter le soutien continuel qui est présent auprès de nos membres.

Syndicat de la fonction publique et parapublique

En tant que Syndicat de la Fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ), notre mission première est de défendre nos membres et les services publics. Les membres que nous représentons sont les personnes qui nous servent en tant que citoyennes et citoyens sur le terrain. L'an dernier dans la région de l'Estrie, nos combats ont été reliés aux démantèlements des services publics. Des efforts ont été mis pour contrer la sous-traitance, notamment au ministère du Transport, de la mobilité durable et de l'électrification des transports (MTMDET, anciennement MTQ ou Transport Québec) dans le domaine des travaux d'entretien récurrent comme le scellement de fissures, l'entretien des garde-fous et le déneigement. Des pressions politiques ont aussi été faites du côté du Ministère du Travail, de l'emploi et de la solidarité sociale en ce qui a trait à la déshumanisation des services à la population. Ces dossiers restent sur la planche à dessin pour 2017-2018. Nous travaillons aussi activement dans le dossier contre les paradis fiscaux.

Table ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Estrie

À la TROVEPE, on continue la lutte aux différents systèmes d'oppression (capitalisme, patriarcat, colonialisme, etc.) et on s'investit également dans la lutte unitaire pour une meilleure reconnaissance et un meilleur financement de l'Action communautaire autonome. Nous allons entamer une réflexion sur la rémunération des stages et par extension le salariat étudiant. Nous allons aussi faire une réflexion sur notre structure, notre mode de fonctionnement pour nous arrimer à notre réalité actuelle et être plus cohérent avec nos valeurs.

Rapport cumulatif des activités 2016-2017

Rapport des comités 2016-2017

Comité de coordination

Alain Roy

Ricky Lewis

Steve Mc Kay

Julie Dubois et Mathieu Couture

Alexandre Lavallée

Jimmy Forgues (coordination) Méranie Massie (stagiaire) Association des locataires de Sherbrooke

Conseil régional de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

Syndicat du personnel enseignant du Cégep de Sherbrooke - CSN

Centrale des syndicats du Québec

Table ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Estrie

Solidarité populaire Estrie

7 rencontres au courant de l'année

Mandat du comité

Le Comité de coordination assume le bon fonctionnement, la saine gestion financière et humaine de l'organisme, ainsi que tous les autres dossiers n'ayant pas été accomplies par les comités en place.

Tâches réalisées durant l'année

- Appuie par 3 signatures à des lettres/politiques
- Présence à 7 mobilisations autres que les comités
- Présence à 10 formations
- Représentations auprès de 6 membres
- Tournée des membres, dont déjà 22 organismes.
- Écoutes collectives du budget fédéral et provincial

Présence et représentation auprès de comités ou d'instances autres :

Caucus estrien des groupes en défense collective des droits ;

Participation à cinq (5) rencontres du comité et à l'action de visibilité du 6 juin 2017.

Coalition Main rouge;

Participation à quatre (4) assemblées générales de la Coalition nationale, ainsi qu'à trois (3) rencontres du comité organisateur de la journée de réflexion et participation à cette dernière (5 décembre 2016). SPE est répondant régional pour la région et a initié une coalition régionale en Estrie. SPE assure le suivi du plan d'action de la coalition en Estrie.

Comité de la Marche mondiale des femmes 2015 — Estrie ;

Participation à deux (2) rencontres du comité et à la journée conférence « Extraction minière – Protection de l'eau – Combats des femmes » (19 février 2017)

Comité directeur de Sherbrooke Ville Équitable (porté par CSI)

Participation aux trois (3) rencontres du comité.

Comité organisateur de la Journée nationale de commémoration des personnes mortes ou blessées au travail

Participation à sept (7) rencontres du comité et organisation et participation à la Journée de commémoration du 28 avril 2017.

Campagne unitaire « Engagez-vous pour le communautaire »

Participation à quatorze (14) rencontres de comités de la Campagne unitaire (Comité 9 novembre, Comité 20 avril, Sous-comité World-café, bilans) et participation à la mobilisation du 8-9 novembre 2016 et la journée de réflexion du 20 avril 2017.

Comité sur la répression policière (CAFE, TROVEPE, Collectif Hamamélis)

Participation à deux (2) rencontres du comité et organisation et participation au lancement de livre « Étouffer la dissidence » (19 avril 2017). Rencontre avec le corps policiers concernant les nouveaux règlements municipaux sur les manifestations et sur la lettre envoyée concernant deux événements passés (15 juin 2017).

Évaluation

Principaux points positifs

- Implication dans la vie associative et interne
- Tournée des membres
- Représentation externe
- Campagne unitaire et DCD

Principaux points à améliorer

- Faible participation des membres
- Participation et présence des membres du CoCo

Recommandations du Comité de coordination pour 2017-2018

- Travailler au développement du sentiment d'appartenance des membres à leur regroupement pour favoriser une plus grande implication de ceux-ci aux activités et aux comités de travail.
- Travailler à la mobilisation des membres et soutenir la mobilisation.
- Prioriser les enjeux entourant la question de la tarification et la privatisation des services publics, tant au fédéral qu'au provincial, par la reconduction du comité Action.
- Travailler à l'augmentation des ressources financières de l'organisme.
- Poursuivre l'évaluation de la personne à la coordination tous les ans, le cas échéant, au maximum tous les deux ans.



Vigile en support aux personnes musulmanes le 30 janvier 2017

Comité 1^{er} mai

Emmanuel Breton

Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux

Bernard Cournoyer Centrale des syndicats démocratiques

Julie Bolduc Conseil central des syndicats nationaux de l'Estrie

Ricky Lewis

Conseil régional de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

Mathieu Couture Conseil des syndicats du Québec

Louise Roy

Comité des travailleurs accidentéEs de l'Estrie

Frédérick Dagenais

Syndicat de la fonction public et parapublique du Ouébec

Jimmy Forgues (coordination)
Méranie Massie (stagiaire)

Solidarité populaire Estrie

6 rencontres au courant de l'année

Mandat du comité

Le comité 1^{er} mai doit organiser une activité unitaire qui priorise les luttes actuelles tout en ayant des activités accessibles aux familles lorsque c'est un jour de fin de semaine et être accessible et festif en tout temps. De plus, il doit maintenir un lien avec le mois équitable et les conditions de travail à l'international, ainsi qu'inclure le travail non rémunéré dans le discours. L'activité tente d'être le plus écoresponsable possible. Le comité doit aussi faire un travail de sensibilisation et d'information auprès de la population sur la Fête du 1^{er} versus la Fête du travail.

Tâche réalisée durant l'année

Le comité a organisé une activité unitaire le dimanche 30 avril 2017 sous le thème « Le travail pas à n'importe quel prix! 15 \$ minimum », une marche a eu lieu afin de démontrer que les syndicats et certains organismes communautaires sont solidaires et revendiquent, peu importe les campagnes, une augmentation du salaire minimum à 15 \$ de l'heure. Il y a 8 prises de paroles, un dîner pizza, des jeux gonflables et une maquilleuse. Plus de 80 personnes ont participé et l'événement a été couvert par Radio-Canada (télévision). Le lendemain, une entrevue sur la question du 15 \$ a été faite auprès de Radio-Canada (radio) et TVA Nouvelles (télévision).

Évaluation

Principaux points forts:

- Implication active;
- Coordination et répartition des tâches:
- Jeux gonflables, maquilleuses, étudiantEs;
- Rapidité et simplicité du repas pizza;
- Maintien du lien avec le commerce équitable (CSI)
- Percussions motivantes
- Contact et gestion avec le service de
- police

Principaux points à améliorer :

- Participation de la population et des membres non syndicales
- Gestion des déchets
- Accessibilité aux toilettes
- Temps entre la fin de la marche et le repas
- Communication en lien avec le visuel approprié pour le message
- Peu de visibilité populaire et médiatique
- Diffusion, circulation et publicisation de l'information
- Aucune circulation de photos
- Sensibilisation sur la différence des fêtes 1^{er} mai et du travail

Recommandations du Comité « 1er mai » pour 2017-2018

- Maintenir une activité unitaire.
- Maintenir une priorité sur les luttes actuelles et des activités accessibles aux familles lorsque les activités du 1er mai se déroulent un jour de fin de semaine.
- Créer le lien avec le mois du commerce équitable et avec les conditions de travail à l'international (en collaboration avec le CSI).
- Faire un travail pédagogique pour sensibiliser et informer la population sur la Fête du 1er versus la Fête du travail, avec les outils développés par Illusion Emploi, et inviter les milieux à avoir une présentation/échange sur la question (trousse de formation).
- S'assurer d'avoir les coordonnées des responsables d'installations si l'activité finit tôt.
- S'assurer d'avoir un accès à proximité d'installations sanitaires.
- S'assurer que l'activité est accessible pour toutes et pour tous et garder l'esprit festif de la fête.
- Poursuivre l'inclusion du travail non rémunéré dans le discours.
- S'assurer que notre évènement est écoresponsable et qu'un expert soit sur place.

Comité « Action »

Nicolas Payette-Prévost

Normand Couture

Pénélope Deschênes-Grondin

Julie Bolduc

Ricky Lewis

Marie-Ève Rheault

Manon Brunelle

Kevin Galipeault

Claudelle Cyr

Frédérick Dagenais

Line Marcoux

Alexandre Lavallée Dominique V.-Parent

Jimmy Forgues (coordination) Méranie Massie (stagiaire) Association générale étudiante de la Faculté des Lettres et des Sciences humaines

Association des locataires de Sherbrooke

Association étudiante du Cégep de Sherbrooke

Conseil central des syndicats nationaux de l'Estrie

Conseil régional de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

Concertaction femmes Estrie

Illusion Emploi

Regroupement des étudiantes et des étudiants de maîtrise, de diplôme et de doctorat de l'UdeS

Regroupement des organismes communautaires de l'Estrie

Syndicat de la fonction publique et parapublique du Ouébec

Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie

Table ronde des OVEP de l'Estrie

Solidarité populaire Estrie

Rencontres pour l'année 2016-2017

Dès la première réunion, les membres du comité ont décidé de scinder le comité en deux entités distinctes portant chacune des revendications propres au sous-comité. Par la suite, le comité Action s'est réuni à quatre (4) reprises et le sous-comité salaire minimum à une (1) reprise.

Mandat du comité

Le comité Action/Salaire minimum a comme mandat de favoriser la mobilisation des groupes membres et de leurs membres, ainsi que de travailler à l'augmentation de l'implication et la participation de nouveaux membres au sein du comité et des activités. Il doit poursuivre l'axe de la formation/action pour les enjeux priorisés par le comité même et la coalition, ainsi qu'intensifier la mobilisation autour de la campagne 10 milliards de solutions, on a les moyens de faire autrement et des enjeux fiscaux. De plus, le comité doit informer, sensibiliser et former sur les enjeux de la tarification et de la privatisation des services publics, le plus possible au plan régional, ainsi que maintenir la lutte et la résistance aux politiques néo-libérales tant au niveau provincial que fédéral, en plus d'être en appui aux revendications d'autres mouvements sociaux et mobiliser. Cette année, le comité avait aussi le mandat d'organiser des activités en lien avec la revendication de 15 \$

Tâches réalisées durant l'année

Le comité a organisé une action de visibilité/dérangeant et de tractage pour dénoncer l'évitement fiscal le 21 février. Il y a eu près de 40 participantEs. L'activité a été couverte par Radio-Canada (télévision et article web), La Tribune (journal) et TVA Nouvelles (télévision), précédé d'une entrevue à Radio 107,7 FM et la radio CIGN

Le sous-comité Salaire minimum a organisé une conférence sur les effets réels d'une hausse du salaire minimum au Québec qui a eu lieu en après-midi et en soirée le 4 avril. La conférence a été précédée par un tractage tenu le 29 mars 2017 pour publiciser l'activité. Il y a eu près de 38 participantEs.

Le comité a aussi participé à 2 rencontres et aux communications de la Coalition régionale contre la réforme d'aide sociale pour cesser son implication sur le plan organisationnel en novembre 2016.

Évaluation

Principaux points forts

- Couverture médiatique (21 février)
- Partage des tâches intersectorielles (21 février)
- Bonne animation (21 février)
- Conférence accessible, intéressante et vulgarisée (4 avril)

Principaux points à améliorer

- Participation malgré les activités restreintes
- Stratégie de communication (impact sur la participation)
- Visibilité médiatique (4 avril)
- Visibilité du comité et sous-comité lors des activités.

Recommandations du Comité « Action » pour 2017-2018

- Revoir les stratégies de promotions des événements.
- Se questionner sur la motivation, l'implication et la participation des membres à un comité
- Avoir un débat sur la pertinence de continuer ce comité de travail et sous-comité en regard des résultats.

Plan d'action 2017-2018



Ce plan d'action est rédigé en conservant une priorisation des enjeux entourant : la tarification et la privatisation des services publics et des programmes sociaux, ainsi que la fiscalité.

Plan d'action 2017-2018

Informer et sensibiliser

- Enjeux internationaux
- Droits humains
- Fiscalité : enjeux et solutions

- Distribution large d'outils et documents
- Élections provinciales

Mise en action

- Organiser une activité de visibilité concernant la campagne du coquelicot blanc.
- Organiser au moins deux activités (mobilisations, formations, conférences, autres) sur des dossiers concernant la fiscalité ou les programmes sociaux et services publics, dont une formation de base sur la fiscalité.
- Préparer la rencontre des candidats provinciaux dans le cadre des élections provinciales sur les enjeux liés aux luttes et aux revendications de SPE
- Participer/soutenir les activités de la campagne « Viser la justice sociale, récupérer notre trésor collectif » de la Coalition main rouge.
- Intervenir rapidement auprès des médias sur les questions qui touchent nos champs d'intervention.
- Organiser des écoutes collectives des budgets fédéraux et provinciaux;
- Explorer la notion des stages rémunérés.

Représentations régionales/locales

- Participer:
 - Comité Vigile santé et sécurité au travail (VSST)
 - Comité directeur Sherbrooke ville équitable
 - Caucus estrien en défense collective des droits
 - Campagne unitaire : Engagez-vous pour le communautaire
- Soutenir et appuyer :
 - Comité régional de la Marche mondiale des femmes
 - Comité Fière la fête
 - Mouvements sociaux en accord avec la mission de SPE.

Vie associative

- Travailler à l'augmentation du membership de l'organisme ;
- Susciter la participation et le sentiment d'appartenance ;
- Organiser des moments de rencontres informelles (5 à 7, dîner);
- Préparer le 30^e de Solidarité populaire Estrie ;
- Assurer un suivi concernant la tournée des membres et organiser un moment de discussion sur le sujet ;
- Mandater le Comité de coordination à réfléchir sur les règlements généraux concernant le nombre d'AG.

Comité 1er mai – Fête des travailleurs et des travailleuses

- Maintenir une activité unitaire et originale qui va susciter l'intérêt ;
- Faire un travail pédagogique pour sensibiliser et informer la population sur la Fête du 1^{er} versus la Fête du travail.
- S'assurer que le 1^{er} mai soit une activité unitaire avec un volet politique, culturel et festif qui rejoint un grand bassin de population.
- Inclure le thème des conditions de travail du milieu communautaire soit comme thème principal ou sousthème.

Comité ad hoc

- Organiser une ou deux grandes actions sur les dossiers reliés aux programmes sociaux et aux services publics, aux droits humains et sur les questions fiscales.

Adhésion à des groupes/regroupements

- Participer activement :
 - Coalition Main rouge
- Soutenir et appuyer :
 - ATTAC-Québec
 - Collectif Échec à la guerre
 - Mouvement pour une démocratie nouvelle (MDN)
 - CFLX
 - Toutes autres organisations en accord avec la mission de SPE

Assurer une veille

- Mondialisation néolibérale
- Changement climatique

- Programmes sociaux et services publics
- Publications et activités de regroupements et coalitions

Lexique

AÉCS : Association étudiante du Cégep de Sherbrooke

ACA : Action communautaire autonome

AGEETS : Association générale des étudiants et étudiantes en travail social

AGEFLESH: Association générale étudiante de la Faculté des Lettres et Sciences humaines

AGA : Assemblée générale annuelleAGS : Assemblée générale spéciale

ALS : Association des locataires de Sherbrooke

APTS : Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux

ATTAC-Q: Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne —

Québec

CAFE : ConcertAction Femmes Estrie

CDC : Corporation de développement communautaire
 CDDP : Conseil diocésain de développement et paix
 CIME : Centre d'intégration au marché de l'emploi

COCO : Comité de coordination

CRC — **Q** : Comité de priorités dans les dons

CRQSP : Collectif régional pour un Québec sans pauvreté

CSD : Centrale des syndicats démocratiques
 CSI : Carrefour de solidarité internationale
 CSN : Confédération des syndicats nationaux

CSQ : Centrale des syndicats du Québec

CSRS : Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke

CTTAE : Comité des travailleurs et travailleuses accidenté-e-s de l'Estrie

DCD : Défense collective des droits

DTTSCS : Département de technique de travail social du Cégep de Sherbrooke

FCPASQ : Front commun des personnes assistées sociales du Québec **FEUS** : Fédération des étudiantEs de l'Université de Sherbrooke

FSE : Front social estrien

FTQ : Fédération des travailleurs et travailleuses du QuébecMCCE : Mouvement des chômeurs et des chômeuses de l'Estrie

PSP : Partenariat sur la sécurité et la prospéritéPSDS : Pastorale sociale du diocèse de Sherbrooke

RCPECE: Regroupement des centres de la petite enfance des Cantons de l'Est

REMDUS : Regroupement des étudiantes et des étudiants de maîtrise, de diplôme et de doctorat de

l'Université de Sherbrooke

REMSSUS: Regroupement des étudiantes et étudiants à la maîtrise en service social de l'Université de

Sherbrooke

ROC : Regroupement des organismes communautaires

RQIC : Réseau québécois sur l'intégration continentale

SEE : Syndicat de l'enseignement de l'Estrie

SEIC : Syndicat de l'emploi et l'immigration du Canada

SEMBSAQ : Syndicat des employé-es de magasin et de bureau de la Société des alcools du Québec

SEMSSS : Syndicat des employés manuels et de soutien scolaire de Sherbrooke

SEESUS : Syndicat des employées et employés de soutien de l'Université de Sherbrooke

SFPQ : Syndicat de la fonction publique du Québec

SPECS : Syndicat du personnel enseignant du Cégep de Sherbrooke

SPTA : Syndicat du personnel technique et administratif

STRCR : Syndicat des travailleurs et travailleuses du roi du Coq Rôti

SACAIS : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

TACAE : Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie

TROVEPE: Table ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Estrie